

La « réinvention » de la gauche non communiste face aux totalitarismes (1917-1945) : le rôle des mencheviks émigrés dans le transfert d'idées politiques

ANNETTE NOGARÈDE

SORBONNE UNIVERSITÉ, SIRICE

Résumé

Cet article retrace le rôle des mencheviks réfugiés en Europe de l'Ouest après la révolution d'Octobre dans le transfert d'idées politiques au sein de la gauche social-démocrate, à l'exemple des biographies croisées d'Alexander Stein-Rubinstein, Alexander Schifrin et Serge Tchakhotine. Ces biographies retracent la « réinvention » de la gauche non-communiste après 1917 et la création d'un « contre-modèle » au communisme soviétique, à l'origine du modèle de l'État-providence après 1945.

Mots-clés : Mencheviks -Serge Tchakhotine - Idées keynésiennes - Psychologie des masses - Transfert d'idées au sein de la gauche.

Abstract

The "Reinvention" of the non-Communist Left in the Face of Totalitarianism (1917-1945): The Role of Émigré Mensheviks in the Transfer of Political Ideas

This article traces the role of Mensheviks who fled to Western Europe after the October Revolution in the transfer of political ideas within the social-democratic left, using the example of the intersecting biographies of Alexander Stein-Rubinstein, Alexander Schifrin and Serge Chakhotin. These biographies trace the "reinvention" of the non-communist left after 1917 and to the creation of a "counter-model" to Soviet communism, at the origin of the welfare-state model after 1945.

Keywords: Mensheviks -Serge Chakhotin - Keynesian Ideas - Mass Psychology - Transfer of Ideas within the Left.

La révolution d'Octobre 1917 constitue une épreuve sans précédent pour le mouvement ouvrier européen et conduit à sa scission durable par la création du Komintern en 1919. Les mencheviks, membres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), étaient majoritaires en avril 1917 et participaient au Gouvernement provisoire de mai. Hostiles à la révolution, ils sont mis en minorité dans l'Assemblée constituante de novembre. Après la dissolution de la Constituante en janvier 1918, ils sont éliminés du congrès panrusse et poursuivis par la Tcheka¹.

Contraints à l'exil, ils s'installent majoritairement en Europe centrale (Allemagne, Autriche, par exemple). Leur niveau d'instruction leur permet d'occuper rapidement des fonctions clés au sein de la social-démocratie de ces pays, le plus grand rival des communistes, et essaient d'esquisser, à côté

¹ Pour l'histoire des mencheviks, voir, par exemple : Jean-Paul Depretto, « Un menchevik face à la défaite : Martov et la révolution d'Octobre », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* t. 50, 2003/2, p. 112-130. Martov est allé en exil en Allemagne, comme les personnalités citées dans cet article (et la plupart des mencheviks).

d'autres penseurs, les caractéristiques d'un « socialisme démocratique » porteur d'avenir.

Après la prise de pouvoir de Hitler (1933) et l'annexion de l'Autriche (1938), ils entreprennent un deuxième exil – en France et au Royaume-Uni – puis, après la défaite française, un troisième pour certains d'entre eux, aux États-Unis. Leur influence au sein de la gauche occidentale perdure jusqu'à l'après-guerre, particulièrement au sein du parti travailliste au Royaume-Uni et de la SFIO en France, puis du SPD refondé en RFA, où on les trouve à l'œuvre pour mettre en place des politiques keynésiennes.

Nous tenterons de retracer la participation de ce groupe relativement peu étudié au repositionnement de la gauche non communiste entre 1917 et 1945, une évolution qui lui a ouvert les voies du pouvoir et l'a placé dans une position dominante dans la vie intellectuelle et politique en Europe occidentale après 1945. Quelle est donc la place des mencheviks dans le transfert des idées politiques pendant cette période ? Dans quelle mesure participent-ils à l'émergence d'une gauche libérale, qui sera appelée à forger une partie de l'histoire de l'après-guerre en Europe occidentale ?

Nous allons tout d'abord analyser l'activité des mencheviks en Allemagne et en Autriche où leur influence a été importante pendant l'entre-deux-guerres, puis nous intéresser à leur participation aux débats au sein de l'exil antifasciste de 1933 à 1945, et enfin présenter leur héritage dans l'après-guerre.

Afin d'illustrer leur apport au transfert des idées politiques, nous allons nous appuyer, entre autres, sur des articles publiés par les auteurs mencheviks en exil, ainsi que sur des sources secondaires qui traitent ce groupe particulier au sein du grand flot de réfugiés russes qui arrivent en Europe occidentale après la révolution d'Octobre.

L'activité des émigrés mencheviks en Allemagne et en Autriche (1917-1933)

Des intellectuels en exil

Sur les 1,5 million de réfugiés russes en Europe après 1917, les mencheviks ne représentent qu'une petite partie (au sein du POSDR, ils étaient environ 12 000 contre 8 000 bolcheviks, en 1907). On note une forte présence d'intellectuels juifs. Ils viennent de grands centres urbains en Russie (Moscou, Saint-Pétersbourg), mais aussi de provinces non russes de la future URSS (Ukraine, Biélorussie, pays Baltes), ce qui explique leur résistance à la dictature centralisatrice de Lénine. Issus de la bourgeoisie aisée, ils ont fait des études et sont polyglottes : russe, français, anglais, allemand surtout. Ils installent la direction du mouvement menchevik en exil à Berlin, où ils publient *Le Messager socialiste* (*Sotsialistitcheski Vestnik*).

Leur statut intellectuel et leur attachement à des valeurs démocratiques les aident à accéder rapidement à des postes clés au sein des partis sociaux-démocrates européens, qui se cherchent après la création de la III^e Internationale (Komintern) en 1919. Leur contribution à la doctrine sociale-démocrate de l'entre-deux-guerres, longtemps oubliée, est considérable.

La participation d'Alexander Stein-Rubinstein et d'Alexander Schifrin à l'élaboration de la ligne idéologique du SPD

Alexander Stein-Rubinstein et Alexander Schifrin fournissent des « munitions intellectuelles » aux instances dirigeantes de la social-démocratie allemande à travers leur activité journalistique.

Alexander Stein-Rubinstein est né en 1881 en Lettonie actuelle, issu d'une famille juive germanophone. Il participe à la Révolution russe de 1905 et s'exile par la suite, comme Lénine, Trotski et d'autres. Il fait ses études en Suisse et en Allemagne. Opposé à la révolution d'Octobre, il rejoint la presse du SPD en 1918. Au début des années 1920, il est nommé rédacteur en chef des publications *Politique étrangère socialiste* et *Le socialiste (Sozialistische Außenpolitik/Der Sozialist)*, avec Rudolf Breitscheid. Puis, sous la direction de Rudolf Hilferding, il édite l'organe des sociaux-démocrates indépendants (USPD), *Liberté (Freiheit)*. En 1925, après son retour au sein du SPD, il est intégré à la rédaction d'*En avant (Vorwärts)* et s'engage dans des organismes de formation du parti².

Alexander Schifrin, le plus jeune du groupe, est né en 1901 à Kharkov (Ukraine actuelle). À tout juste 19 ans, il obtient un doctorat en sciences sociales ainsi qu'une chaire de titulaire à l'université de Kharkov (1920). Membre du POSDR ukrainien clandestin, il est condamné au bannissement en Sibérie en 1922, puis contraint à l'exil, d'abord en Palestine, ensuite en Allemagne. Après son installation à Berlin en 1924, il devient, comme Alexander Stein-Rubinstein, l'un des collaborateurs les plus proches de Rudolf Hilferding et édite sa publication *Société (Gesellschaft)*. Grâce la proximité de Schifrin et de Stein-Rubinstein avec les grands leaders sociaux-démocrates allemands et autrichiens (Rudolf Hilferding, Otto Bauer et Karl Kautsky), ils participent à la définition de la nouvelle ligne idéologique de la social-démocratie, qui s'exprime par exemple dans le *Programme de Heidelberg* de 1925 du SPD³.

² Werner Röder et Herbert A. Strauss, *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933. Bd. I : Politik, Wirtschaft, Öffentliches Leben*, München/New York, K.G. Saur, 1980, p. 724.

³ Uli Schöler, « Totalitarismustheoretische Ansätze bei Alexander Schifrin : Ein Grenzgänger zwischen russischer und deutscher Sozialdemokratie », dans Mike Schmeitzner (dir.), *Totalitarismuskritik von links : Deutsche Diskurse im 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2007, p. 69-72.

Dans ce programme, les auteurs prennent fait et cause pour la démocratie parlementaire, tout en restant fidèles aux principes du socialisme. Ils soutiennent l'idée d'une fédération européenne :

« La République démocratique est le terreau le plus fertile pour la lutte de la classe ouvrière et la réalisation du socialisme. C'est pour cette raison que le parti social-démocrate protège la République et lutte pour son renforcement. [...] Le parti défend la mise en place d'une unité économique européenne, qui s'impose par les faits, et la création des États-Unis d'Europe, afin d'arriver à une solidarité des intérêts des peuples de tous les continents⁴. »

La défense de la république de Weimar

À partir de 1928, Alexander Schifrin, salué comme l'« enfant prodige » des mencheviks, devient rédacteur auprès de *La Voix du peuple de Mannheim* (*Mannheimer Volksstimme*), où il signe pour la première fois sous son pseudonyme « Max Werner⁵ ». Il établit un rapprochement des « activités antidémocratiques des national-socialistes et communistes⁶ », comme dans ce texte de 1929 :

« Dans le processus d'une influence accrue des partis extrêmes, il existe un point hypothétique où la démocratie explose automatiquement. Ce point peut être calculé avec une précision quasi-mathématique. Le poids du fascisme allemand se trouve accru par les agissements d'un parti de masse hostile à la démocratie sur l'extrême gauche, et la stratégie de défense de l'antifascisme allemand est plus difficile à mettre en place car elle peut être affaiblie voire menacée par celle-ci⁷. »

De son côté, Serge Tchakhotine défend aussi la république de Weimar, mais par un engagement davantage militant.

Né en 1883 à Constantinople d'un père consul russe et d'une mère grecque, il commence ses études de médecine à l'université de Moscou, où il travaille comme assistant d'Ivan Pavlov (prix Nobel de 1904 pour ses découvertes sur l'acquisition et la perte des « réflexes conditionnels »). En 1908, il soutient une thèse de doctorat en microbiologie à l'université d'Heidelberg. Durant la guerre civile russe de 1917, il devient conseiller à la propagande du général blanc Piotr Krasnov, avant de s'exiler en Allemagne⁸. Dans son texte *A Canossa* (1921), il fait amende honorable pour son opposition initiale aux bolcheviks et obtient en 1921 la nationalité soviétique, mais reste en Allemagne en tant que représentant commercial de l'URSS. Outre cette

⁴ Sozialdemokratische Partei Deutschlands, *Das Heidelberger Programm*, en ligne : <https://www.marxists.org> [consulté en novembre 2023].

⁵ Uli Schöler, « Totalitarismustheoretische Ansätze », *op. cit.*, p. 71.

⁶ Wolfgang Wippermann, *Totalitarismustheorien. Die Entwicklung der Diskussion von den Anfängen bis heute*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997, p. 8-10 ; 13-14.

⁷ Alexander Schifrin, « Einstellung auf die Expansion », *Die Gesellschaft*, vol. II, 1929/6, p. 97-103, ici : p. 101.

⁸ Richard Albrecht, « Symbolkampf in Deutschland 1932 : Sergej Tschachotin und der Symbolkrieg der drei Pfeile gegen den Nationalsozialismus », *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, vol. 22, 1986/4, p. 498-533, ici p. 499.

activité, il poursuit ses recherches en microbiologie et s'engage au sein du SPD⁹.

En 1924, il devient l'idéologue en chef du Drapeau Noir-Rouge-Or (Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold¹⁰). Cette organisation paramilitaire et militante, composée en grande partie de vétérans de la Première Guerre mondiale, réunit les trois partis de la coalition de Weimar (SPD, Zentrum, DDP) ainsi que des syndicats, en réaction à la tentative de « putsch de brasserie » de Hitler en 1923. Elle se destine à « la lutte contre la croix gammée et l'étoile soviétique » et compte au début des années 1930 plus de trois millions de réservistes, dont des personnalités qui joueront un rôle important en Allemagne de l'Ouest après 1945 : Kurt Schumacher, qui refondera le SPD, ainsi que les futurs présidents Theodor Heuss et Gustav Heinemann¹¹.

En 1931, le Reichsbanner est à l'origine de la constitution du Front de fer (Eiserne Front) avec l'Association sportive ouvrière (Arbeiter-Turn-und Sportbund/ATSB) et l'Association des syndicats allemands (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund/ADGB). Serge Tchakhotine conserve sa fonction d'idéologue en chef au sein du Front de fer et conçoit, avec Carlo Mierendorff, son emblème, les trois flèches. Ces trois flèches représentent la triple alliance du parti, des corporations syndicales et des organisations ouvrières sportives¹².

En juin 1932, un groupuscule socialiste proche des idées des mencheviks, l'ISK (Internationaler Sozialistischer Kampfbund), publie dans son journal, *L'étincelle (Der Funke)*, un *Appel urgent à l'unité (Dringender Appell für die Einheit)*, afin de « construire un front uni ouvrier [...] au niveau parlementaire mais aussi dans l'autodéfense », dans le cadre des dernières élections libres à la présidence de la république de Weimar. Il est signé par 33 intellectuels de premier plan, comme Albert Einstein, et diffusé dans toute l'Allemagne sous forme d'affiche figurant côte à côte le symbole des trois flèches et les deux drapeaux de l'Action antifasciste (KPD¹³). Mais cet appel ne parvient pas à arrêter la guerre fratricide du SPD et du KPD, et c'est de nouveau l'ultra-conservateur Paul von Hindenburg, président depuis 1925, qui gagne les

⁹ John Biggart, « Sergei Stepanovich Chakhotin. A Russian Taylorist in Berlin 1922-1926 », *Yearbook of the Alexander Solzhenitsyn Institute for the Study of Russian Culture Abroad*, 2012, p. 2-26, ici p. 6-10.

¹⁰ Ces trois couleurs sont le symbole de la République, contrairement aux couleurs noir-blanc-rouge, utilisées par l'empire, puis le nazisme.

¹¹ Benjamin Ziemann, *Die Zukunft der Republik? Das Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold, 1924-1933*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2011, p. 21-23.

¹² Richard Albrecht, « Symbolkampf in Deutschland », *op. cit.*, p. 501-502. Voir aussi : « Le professeur Tchakhotine est mort à Moscou », *Le Monde*, 5 janvier 1974.

¹³ La première édition de l'appel se trouve dans *Der Funke* du 25 juin 1932, en ligne : <http://library.fes.de/inhalt/digital/funke/pdf/1932/19320625.pdf> [consulté en novembre 2023].

L'affiche se trouve par exemple dans les archives de la ville de Göttingen, en ligne : <http://www.stadtarchiv.goettingen.de/widerstand/bilder/spd-goettingen-reichsbanner-einheitsfrontlogo.jpg> [consulté en novembre 2023].

élections, à défaut d'un candidat unique de gauche. Hindenburg nommera Hitler à la chancellerie le 30 janvier 1933.

Après la prise de pouvoir de Hitler, les mencheviks doivent reprendre le chemin de l'exil, en même temps que les instances dirigeantes du SPD.

Le combat contre fascisme et communisme dans l'exil et l'influence au sein des pays d'accueil (1933-1945)

Les activités des exilés en France

Serge Tchakhotine s'installe à Paris, d'où il gère le Front de fer en exil. Il participe à l'élaboration de la propagande du Front populaire à partir de 1934, en collaboration avec Marceau Pivert, mettant notamment en scène les meetings et les films de la SFIO¹⁴.

Le symbole des trois flèches est repris par les militants de l'aile gauche de la SFIO¹⁵ et se trouve associé à des mots d'ordre ternaires comme « Pain, Paix, Liberté », « Unité, Activité, Discipline » ou « le Parti, le Syndicat, la Coopérative ». En 1945, il devient le symbole officiel de la SFIO et n'est abandonné qu'en 1971 par le PS, au profit du « poing à la rose¹⁶ ».

Tchakhotine se fait aussi un nom grâce à son ouvrage *Le viol des foules par la propagande politique*, publié en 1939, dans lequel il analyse, sur la base de la théorie des réflexes conditionnés de Pavlov et influencé par la *Psychologie des foules* de Gustave Le Bon, le rôle de la presse, en particulier sous le nazisme. La notion de « viol des foules » recouvre l'idée d'une manipulation des hommes en jouant sur leurs pulsions, largement véhiculée par les médias de masse. Toutefois, Tchakhotine ne juge pas les médias comme nécessairement négatifs, tout dépend de qui s'en empare¹⁷.

Depuis la redécouverte de ses papiers dans les années 1980, il est reconnu comme l'un des théoriciens les plus influents de la propagande moderne et de la psychologie des masses¹⁸. Son livre a inspiré nombre d'études ultérieures sur l'influence des médias¹⁹.

Alexander Schifrin, également à Paris, participe aux initiatives de rassemblement de l'exil germanophone, comme par exemple le cercle Lutetia (Comité pour la préparation d'un front populaire allemand), présidé par son ami Rudolf Breitscheid. Ce comité, créé en 1935 selon le modèle du

¹⁴ Éric Nadaud, « Le renouvellement des pratiques militantes de la S.F.I.O. au début du Front populaire (1934-1936) », *Le Mouvement social*, n° 153, octobre-décembre 1990, p. 9-32.

¹⁵ Notamment dans la Fédération de la Seine, les Jeunesses socialistes et les proches de Marceau Pivert (la gauche du parti).

¹⁶ L'OURS (Office universitaire de recherche socialiste), en ligne : <http://www.lours.org/> [consulté en novembre 2023]. Voir aussi : « Le professeur Tchakhotine est mort à Moscou », *op. cit.*

¹⁷ Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992 [1^{re} éd. 1939].

¹⁸ Richard Albrecht, « Symbolkampf in Deutschland », *op. cit.*, p. 532.

¹⁹ « Le professeur Tchakhotine est mort à Moscou », *op. cit.*

Front populaire en France, affiche trois objectifs : « La solidarité avec les victimes du III^e Reich ; montrer au monde ce qui se passe réellement en Allemagne ; provoquer des actions concrètes de la part des antifascistes étrangers contre Hitler²⁰. »

Mais l'opposition entre sociaux-démocrates et communistes reste insurmontable et signe l'échec du cercle Lutetia en 1938. Schifrin rejoint les Amis de l'unité socialiste (Freunde der sozialistischen Einheit), une organisation créée par des « renégats » communistes de l'exil réunis autour de Willi Münzenberg, ancien chef propagandiste du Komintern en Occident²¹. Il devient l'un des rédacteurs les plus en vue de l'hebdomadaire *Die Zukunft*, créé par Münzenberg à Paris après sa rupture avec le stalinisme. Cette publication de l'exil germanophone est la première qui s'oppose au fascisme et au stalinisme, à la recherche d'une « troisième voie » fondée sur les idées démocratiques et keynésiennes. Le réseau intellectuel transnational que Münzenberg avait créé depuis 1919 dans ses fonctions pour le Komintern et qui intégrait des sympathisants issus d'un grand nombre de courants politiques participe de l'essor de cette publication, qui réunit 331 auteurs issus de 25 pays²².

Les prises de position d'Alexander Schifrin dans *Die Zukunft* témoignent de sa vision d'un « socialisme démocratique ». Après l'expérience du fascisme, qu'Alexander Schifrin considère à la fois comme un résultat et une remise en question de la société démocratique moderne²³, il appelle à une « nouvelle forme du socialisme » qui répondra réellement aux besoins de la population, en particulier les « classes moyennes ébranlées et exsangues ». Afin de combattre le fascisme, il défend un « front uni » des grandes puissances (y compris l'URSS) et une fédération européenne²⁴, ainsi qu'après la chute de Hitler « une Allemagne unie, démocratique, fédérale » au sein de cette nouvelle Europe²⁵. Il compare les « totalitarismes » sans toutefois les mettre strictement à égalité, en soulignant les « caractéristiques propres »

²⁰ Ursula Langkau-Alex, *Deutsche Volksfront 1932-1939: zwischen Berlin, Paris, Prag und Moskau. Dokumente zur Geschichte des Ausschusses zur Vorbereitung einer Deutschen Volksfront*, Bd. 1, Berlin, Akademie-Verlag, 2004, p. 179-180 ; 330-334 ; 337-338.

²¹ « Ein weiterer Schritt vorwärts » (création des Amis de l'unité socialiste), *Die Zukunft* (ZUK) du 19 mai 1939, p. 9, et ZUK du 9 juin 1939, p. 11.

²² Pour l'histoire de ce réseau intellectuel transnational, voir Annette Grohmann-Nogarède, *L'hebdomadaire Die Zukunft (1938-1940) et ses auteurs (1899-1979)*, New York/Bruxelles, Peter Lang, 2021.

²³ Alexander Schifrin, « Die neue Politik (zum nachfaschistischen Sozialismus) », ZUK du 2 juin 1939, p. 9 : « Le fascisme (est) une contre-révolution post-démocratique, une contre-révolution moderne, qui a emprunté beaucoup d'éléments aux techniques de la démocratie moderne ».

²⁴ Alexander Schifrin, « Die geeinigte Arbeiterpartei », ZUK du 7 avril 1939, p. 8, et sur la fédération européenne : « Zwei gemeinsame Aufgaben », ZUK du 9 juin 1939, p. 4.

²⁵ Alexander Schifrin, « Zur Außenpolitik der deutschen Linken », ZUK du 18 novembre 1938, p. 6.

(« *Eigenleben* ») du fascisme et du nazisme, « qui en font des ennemis particulièrement dangereux du prolétariat²⁶ ».

Les liens des émigrés de gauche avec le parti travailliste au Royaume-Uni

Schiffrin devient aussi pendant son exil un expert militaire très apprécié par les gouvernements occidentaux grâce à ses ouvrages géostratégiques et ses analyses pour la presse occidentale. Clement Attlee loue par exemple son ouvrage *La marche vers la Seconde Guerre mondiale (Der Aufmarsch zum Zweiten Weltkrieg)* de 1938, « lecture incontournable pour les membres des Communes et le gouvernement de Sa Majesté²⁷ ». Münzenberg et Schiffrin, ainsi que d'autres émigrés, coopèrent aussi avec d'autres personnalités travaillistes comme Philip Noël-Baker, Harold Nicolson, Harold Laski, Herbert Morrison ou John Herbert Parker (président de la Société fabienne²⁸).

En même temps, le Socialist Vanguard Group, sorte de « think-tank » créé par l'ISK au sein du parti travailliste (dissout en 1950), influence de manière significative sa doctrine, en soutenant les idées les plus progressistes en faveur d'un État-providence et d'une nationalisation partielle des activités économiques, renforcées par le plan Beveridge de 1943²⁹. Les émigrés d'Europe centrale contribuent ainsi à la politique britannique qui sera mise en œuvre après la guerre³⁰.

Alexander Stein-Rubinstein et le réveil de la conscience juive

Alexander Stein-Rubinstein, de son côté, s'exile en 1933 à Prague où il travaille pour la SOPADE en tant que rédacteur des publications sociaux-démocrates en exil, *Neuer Vorwärts* et *Sozialistische Aktion*.

En 1936, il écrit *Adolf Hitler - un élève des « Sages de Sion »*, où il retrace l'émergence de l'antisémitisme radical en Europe depuis la fin du XIX^e siècle et met en garde contre le dessein de Hitler « d'arriver à l'anéantissement complet de la population juive³¹ ». Par conséquent, il milite en faveur de la

²⁶ Uli Schöler, « Totalitarismustheoretische Ansätze », *op. cit.*, p. 78.

²⁷ *Ibid.*, p. 79.

²⁸ Annette Grohmann-Nogarède, *L'hebdomadaire Die Zukunft*, *op. cit.*, p. 74-81, 123-132.

²⁹ Frédéric Stephan, *Ideas about Europe in the German and French Resistance to National Socialism from 1933/40 to 1945*, Stuttgart, University of Stuttgart (Diss.), 2002, p. 51-52. Voir aussi R.M. Douglas, « No Friends of Democracy: The Socialist Vanguard Group 1941-50 », *Contemporary British History*, vol. 16, 2002, p. 51-86.

³⁰ En ligne : <http://resistanceallemande.online.fr/soc-dem/soc-dem.htm> [consulté en novembre 2023].

³¹ Un manuscrit de ce livre se trouve dans les archives d'Alexander Stein-Rubinstein, qui réunissent aussi un grand nombre d'articles pour des journaux occidentaux. Elles sont intégrées aux archives de l'hebdomadaire *Die Zukunft* (Paris, 1938-1940), dans les Archives nationales (AN) F/7/15126. Il a paru en 1938 à Karlsbad (Karlovy Vary, République tchèque) en version originale allemande : Alexander Stein, *Adolf Hitler, Schüler der Weisen von Zion*. Il s'agit de démontrer l'émergence d'un antisémitisme de plus en plus radical en Europe depuis la publication des *Protocoles des Sages de Sion*, un faux fabriqué de toutes pièces par la politique secrète du tsar russe, et qui préfigure les idées complotistes d'Hitler sur la volonté

création d'un État juif en Palestine. Il fait le même cheminement intellectuel que beaucoup d'autres émigrés, assimilés, politiquement actifs, qui « découvrent » leur judaïté suite à la montée du nazisme et le sort que celui-ci leur réserve. Ces intellectuels mettent en garde les démocraties occidentales, militent (souvent en vain) pour une augmentation des quotas d'immigration et préparent la création de l'État d'Israël après-guerre³².

Stein-Rubinstein s'intéresse aussi aux chances de faire renaître la liberté individuelle en Europe centrale, foyer intellectuel prolifique à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, mais anéanti par la *realpolitik* et la loi du plus fort. Ces deux préoccupations principales se reflètent dans ses articles pour *Die Zukunft*, auquel il coopère comme Alexander Schifrin³³. En outre, il participe dans les pages de différents journaux germanophones, francophones et anglophones à toutes les discussions au sein de l'exil et de l'opinion publique occidentale : la guerre civile d'Espagne, le positionnement des démocraties face au nazisme et au fascisme et, plus particulièrement, les projets pour une fédération européenne après la guerre³⁴.

Le sort des auteurs après la défaite de la France en 1940

Après l'invasion allemande de la France, Alexander Schifrin et Alexander Stein-Rubinstein entreprennent un troisième exil à New York. Schifrin y travaille pour plusieurs journaux anglophones et publie avec un autre menchevik, Theodor Dan, la revue germanophone *Neuer Weg (La nouvelle voie)* afin de promouvoir leurs idées d'une ouverture de la social-démocratie à une plus grande partie de la population. Ils soutiennent sa redéfinition en tant que parti de masse (Volkspartei), au lieu du seul parti ouvrier³⁵. Stein-Rubinstein publie des articles dans la *Neue Volks-Zeitung* et le *Jewish Daily Forward* et reste fidèle à la cause sioniste³⁶.

Quant à Tchakhotine, son livre est saisi et interdit en France dès la déclaration de guerre. Après l'invasion allemande, les nazis détruisent les exemplaires encore en circulation. Tchakhotine est interné à Compiègne en 1941, mais libéré grâce au soutien d'amis scientifiques en Allemagne. Il survit à la guerre en France dans une situation de semi-clandestinité. En 1958, il retourne en URSS où il meurt en 1973³⁷.

des Juifs et des francs-maçons de conquérir le monde.

³² Annette Grohmann-Nogarède, *L'hebdomadaire Die Zukunft*, op. cit., p. 302-310 ; 450-457.

³³ À titre d'exemple : Alexander Stein-Rubinstein, « Judenfrage und Faschismus », *ZUK* du 27 janvier 1939, p. 4 ; « Von Machiavelli zu Hitler », *ZUK* du 21 juillet 1939, p. 8.

³⁴ Archives d'Alexander Stein-Rubinstein, AN F/7/15126.

³⁵ Uli Schöler, « Totalitarismustheoretische Ansätze », op. cit., p. 71.

³⁶ Annette Grohmann-Nogarède, *L'hebdomadaire Die Zukunft*, op. cit., p. 456.

³⁷ « Le professeur Tchakhotine est mort à Moscou », op. cit.

L'héritage des mencheviks dans l'après-guerre

L'influence des intellectuels d'Europe centrale et orientale est décisive dans l'émergence du modèle keynésien, mis en œuvre après 1945 dans la quasi-totalité de l'Europe occidentale, et l'idée de la « Troisième Voie » européenne, en opposition au capitalisme américain et au communisme soviétique.

Les rémigrants allemands réimportent ces idées en RFA où ils participent activement à la mise en place de la Loi fondamentale et de l'« économie sociale du marché ». Claus-Dieter Krohne retrace la politique de retour mise en place à partir de 1946 par les puissances occidentales et montre l'évolution des idées au sein de l'exil de gauche, qui a conduit à un « consensus » démocratique et keynésien :

« Au départ, les Américains ne pensaient pas que les rémigrants pourraient être utiles pour la reconstruction politique. Ils n'ont libéralisé leur politique restrictive qu'en 1946, en réaction à la politique de l'URSS [...].

Les sociaux-démocrates avaient intégré le modèle occidental grâce à leur expérience de l'exil. Et ce transfert d'idées pouvait à la fois corriger le cours nationaliste du SPD de Schumacher et être instrumentalisé dans l'opposition Est-Ouest.

Car le conflit fondamental de la Guerre froide entre démocratie et totalitarisme avait déjà été clarifié au sein de l'exil [...]. Les procès de Moscou et le pacte germano-soviétique [...] avaient fait évoluer le consensus antifasciste vers un antitotalitarisme généralisé. [...]

Les sociaux-démocrates en Grande-Bretagne avaient cherché, en interaction avec les travaillistes, des nouvelles "troisièmes" voies d'organisation (par) la réception du modèle keynésien [...] qui remplaça le marxisme traditionnel du parti³⁸. »

En ce qui concerne Alexander Schiffrin, il n'arrive cependant pas, comme beaucoup d'anciens cadres du SPD, à tirer complètement les conséquences de ses idées de réforme et d'ouverture du parti. Il reste très lié aux principes socialistes concernant la nationalisation d'une grande partie de l'économie et la nécessité, malgré tout, d'une révolution sociale en faveur des classes défavorisées. Il se distingue ainsi d'autres émigrés sociaux-démocrates, tels que Fritz Sternberg ou Willy Brandt, qui rejoignent l'aile des réformateurs du SPD à l'origine du programme de Bad Godesberg de 1959³⁹. Il meurt en 1951 à New York.

³⁸ Claus-Dieter Krohne, Patrick von zur Mühlen, *Handbuch der deutschsprachigen Emigration*, Darmstadt, Primus-Verlag, 2012 [2^e éd.], p. 11.

³⁹ Hartmut Mehringer, « Impulse sozialdemokratischer Remigranten auf die Modernisierung der SPD », dans Claus-Dieter Krohne, Patrick von zur Mühlen, *Rückkehr und Aufbau nach 1945 : Deutsche Remigration im öffentlichen Leben Nachkriegsdeutschlands*, Marburg, Metropolis, 1997, p. 91-110, ici p. 98-99.

On peut noter que ces idées socialistes plus « radicales » ont été mises en œuvre partiellement par les gouvernements français et britanniques à partir de 1944, contrairement à la RFA, plus libérale économiquement.

Les ordonnances du GPRF de 1944 et 1945, qui s'appuient sur le programme du CNR, réorganisent l'économie française en nationalisant les entreprises et banques et en fondant la Sécurité sociale. Les nouvelles Grandes Écoles (Sciences Po, ENA) sont créées pour « démocratiser » l'accès à l'excellence. La planification est gérée par le Commissariat général du plan (CGP) de Jean Monnet, un adepte du « plan Beveridge⁴⁰ ». Malgré la volonté de rompre avec les errements de la III^e République, on note une forte influence du Front populaire dans l'intention de reprendre le fil du progrès social⁴¹.

Les idées d'un « socialisme démocratique » constituent aussi la ligne directrice de la politique du gouvernement travailliste en Grande-Bretagne, élu en 1945, désireux d'esquisser une « Troisième Voie » proprement européenne⁴². Clement Attlee explique cette idée lors d'une allocution à la radio en 1948 :

« La Grande-Bretagne, tout comme les autres pays de l'Europe de l'Ouest, est placée géographiquement et du point de vue de la théorie économique et politique entre ces deux grands États continents, l'Union soviétique et les États-Unis. Cela ne veut pas dire que nos idées sont, en quelque sorte, un "capitalisme délavé" ou un "communisme délavé" [...]. Notre philosophie a sa propre raison d'être⁴³. »

Le nouveau gouvernement applique le plan Nuffield. Les industries-clés sont nationalisées pour accompagner la reconstruction et la modernisation grâce à la planification, dont l'objectif principal est de maintenir le plein-emploi (tout comme le « droit au travail » de la Constitution française de

⁴⁰ Explication du plan Monnet en ligne : <https://www.strategie.gouv.fr/actualites/premier-plan-de-modernisation-dequipement> [consulté en novembre 2023].

⁴¹ James K. Galbraith, « Face à la mondialisation, le modèle français peut être renouvelé », *Le Monde* du 9 octobre 2015. Galbraith soutient ce modèle de progrès social en s'appuyant sur la *Richesse des nations* d'Adam Smith : « Une subsistance abondante augmente la force physique de l'ouvrier ; et la douce espérance d'améliorer sa condition, et de finir peut-être ses jours dans le repos et dans l'aisance, l'excite à tirer de ses forces tout le parti possible. » L'auteur dénonce le « stalinisme du marché libre [...] qui contient une contradiction profonde – que la misère puisse amener au bonheur » et lance un appel : « Que la France prenne la voie indiquée par la sagesse et l'esprit de Smith, et non celle dictée par l'imagination aveugle et misanthrope des économistes de notre temps ! »

⁴² Concernant la polysémie du concept de la « Troisième Voie », prôné pour la première fois dans l'entre-deux-guerres par certains théoriciens keynésiens, puis revendiqué par différents courants politiques de l'après-guerre, dont les travaillistes (puis l'austromarxisme, les ordolibéraux, les dissidents en Europe de l'Est, le courant « blairiste »...), voir : Alexander Gallus et Eckhard Jesse, « Was sind Dritte Wege ? », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Bd. 16-17, 2001, p. 6-15.

⁴³ Allocution radiodiffusée de Clement Attlee du 4 janvier 1948, citée dans : Geoffrey Warner, « Britain and Europe in 1948 : The View from the Cabinet », in Josef Becker, Franz Knipping (dir.), *Power in Europe ? Great Britain, France, Italy and Germany in a Postwar World, 1945-1950*, New York, De Gruyter 1986, p. 34.

1946⁴⁴). Le parlement passe deux fois plus de lois que dans les années 1930⁴⁵ et crée ainsi les bases de l'État-providence « du berceau au cercueil », prôné par William Beveridge, comprenant l'assurance chômage, l'assurance maladie et un système obligatoire de retraite par répartition, en seulement quatre ans⁴⁶.

Le parcours des intellectuels mencheviks est emblématique de l'intense échange intellectuel en Europe pendant l'entre-deux-guerres. Ils ont participé à l'émergence d'un nouveau modèle de société, fondé sur la démocratie, le keynésianisme et une plus grande égalité économique et sociale. Ce modèle a été conçu en grande partie comme « contre-modèle » au communisme soviétique et a servi de ligne directrice aux partis socialistes et sociaux-démocrates occidentaux jusqu'aux tournants de 1979 (arrivée de Margaret Thatcher au gouvernement britannique et ouverture de la Chine) et de 1989-1990 (chute du mur de Berlin, fin de l'Empire soviétique). À l'heure actuelle, une réhabilitation des valeurs portées par ce modèle devrait être envisagée, face à une fracture sociale de plus en plus nette en Occident, qui contribue à la montée des partis extrémistes et à un morcellement croissant de la société en général.

⁴⁴ Sont nationalisées : la Banque d'Angleterre, les mines de charbon, la sidérurgie, l'électricité et le gaz, la téléphonie fixe et le transport intérieur. Francis Martin, « Economics and Ethics: The Nature of Labour's Socialism, 1945-1951 », *Twentieth Century British History*, vol. 6, 1995/2, p. 220-243.

⁴⁵ Alan Sked/Chris Cook, *Post-War Britain. A Political History*, London, Penguin History, 1990 [3^e éd.], p. 24.

⁴⁶ Alan Bullock, *Ernest Bevin, Foreign Secretary*, Oxford, Oxford University Press, 1985, p. 53.